

Dans ce numéro  
**SPÉCIAL**  
**ÉCONOMIE ÉCOLOGIQUE**

- **Editorial**  
Page 1
- **L'économie et l'écologie: deux domaines réconciliables?**  
Julie Maurais  
Page 4
- **Introduction à l'économie écologique**  
Patrick Laprise  
Page 5
- **Conférence de la Société internationale pour une économie écologique**  
Patrick Laprise  
Page 10
- **Commerce équitable et approches libre-marché de développement: comparaison des impacts chez les petits producteurs de café tanzaniens**  
Véronique Bisaillon  
Page 18
- **Site Internet du mois**  
Page 9
- **Babillard**  
Page 21
- **Calendrier des événements**  
Page 22

# Oeconomia Humana

Bulletin de la Chaire Économie et Humanisme

Août – Septembre 2004

## Éditorial

### La Coalition Sauvons

### I'île René-Levasseur à l'ISEE

Patrick Laprise

Rédacteur en chef

Cette édition estivale d'*Oeconomia Humana* est en grande partie consacrée à la 8<sup>ème</sup> conférence de la Société internationale pour l'économie écologique (ISEE) qui s'est tenue à la mi-juillet au Palais des Congrès de Montréal. En introduction, j'ai moi-même consacré quelques pages à l'économie écologique, où j'explique quelques idées et concepts fondamentaux de cette discipline à l'intention de ceux qui voudrait s'y familiariser. Julie Maurais a commis une opinion sur le décloisonnement des disciplines, qui s'observe dans cette discipline et dans les sciences de l'environnement. Vous y trouverez également les résumés de plusieurs présentations qui y furent données, dont un résumé plus détaillé sur le développement par le libre-marché comparé avec le développement par le commerce équitable dans des plantations de café en Tanzanie, par Véronique Bisaillon.

C'est un évènement survenu pendant la conférence qui inspire le présent éditorial. En effet, au cours de la dernière journée, je me suis rendu à une session intitulée « écologie industrielle », sans me douter que ce thème était sponsorisé par la compagnie Kruger. Je désirais avant tout assister à une présentation sur la responsabilité sociale des entreprises. Incidemment, à l'intérieur de la salle se trouvait le représentant du programme environnemental de la compagnie Kruger, un vice-président dont je n'ai pas retenu le nom. Pour ceux qui ne seraient pas familiers avec elle, la Kruger est une compagnie d'envergure internationale ayant son siège social à Montréal et qui exploite une grande division « pâtes et papiers ». La compagnie obtient sa matière première à partir de son exploitation de la forêt mais aussi en utilisant de

grandes quantités de papiers recyclés. En 1997, la Kruger a fait l'acquisition de la compagnie Scott, marque bien connue du public et qui fabrique toute une gamme de papiers à usage domestique, commercial et industriel.

Dans le cas de Kruger, qui est une grande compagnie qui « souscrit aux objectifs mondiaux de développement durable »<sup>1</sup>, il n'y a rien d'anormal à ce qu'elle soutienne la recherche universitaire dans le domaine de l'écologie industrielle et par le fait même, son appui financier à une conférence sur l'économie écologique s'avère pertinent. L'ardeur qu'elle met à le faire peut toutefois être révélateur des objectifs sous-jacents à un tel support, comme j'essayerai de le montrer.

Selon les informations diffusées sur son site Web, « [la compagnie se] rapproch[e] de plus en plus des citoyens vivant dans le voisinage de [ses] usines, ainsi que des représentants des autochtones, en les invitant à des séances de consultation publique sur divers sujets d'intérêt commun »<sup>2</sup>. Le vice-président présent au nom de la Kruger a clairement énoncé ces principes dès la fin de la présentation de 8h30am, en soulignant qu'«on ne peut faire autrement dans le monde d'aujourd'hui, sinon, ça ne marche pas». En mettant l'accent sur la concertation, il est clair que la Kruger a embrassé une certaine « stratégie » de développement durable qui sied bien ce que l'on peut soupçonner être ses objectifs véritables. Dans la foulée de plusieurs grands groupes industriels, la compagnie a adopté une approche et un discours qui lui donne une apparence de « vert-itude ». Je reproche à la Kruger, dans ce cas qui s'est ma-

térialisé devant moi, de se construire une image en poursuivant des activités peu en accord avec ses paroles.

Notons d'emblée que l'une des caractéristiques de ce type de discours corporatif est que les compagnies sont faussement convaincues qu'elles ont elles-mêmes inventé le dialogue avec les «stakeholders», ou parties prenantes d'un enjeu. Elles promeuvent cette avancée comme étant la leur alors qu'elle est le résultat d'une longue lutte de groupes d'intérêt et d'ONG contre la méthode plus « directe » que préféraient les compagnies et les gouvernements. Cette dernière peut être nommée « l'approche technocratique »<sup>3</sup>.

En rapport avec cette « vert-itude » et malgré les efforts des corporations pour que rien ne transparaisse, certaines failles apparaissent dans la « carapace développement durable » des corporations. Ce sont des exemples tels que celui que je vais vous donner qui nous font avancer que nous avons affaire à un écran de fumée, une image pour dissimuler des activités qui demeurent très destructrices d'écosystèmes diversifiés. L'une de ces failles s'est pointée le nez de manière impromptue pendant la conférence de l'ISEE : des représentants de la Coalition Sauvons l'île René-Levasseur étaient en effet présents à l'extérieur de la salle de présentation pour sensibiliser les conférenciers au rôle actif de la compagnie Kruger dans la coupe de l'une des dernières forêts anciennes encore intacte au Québec. Cette Coalition, très visible à Montréal depuis la dernière année, s'est donné comme mission de faire que le dit territoire de l'île René-Levasseur soit entièrement protégé des coupes forestières. Récemment, ils ont été vus transportant des conifères sur la rue Maisonneuve, dans le centre-ville de Montréal. Ils ont aussi été très actifs dans une manifestation tenue à Montréal pour protester contre la construction de centrales thermiques (au gaz naturel) de production d'électricité. Toujours aussi motivés, ils ont organisé une rencontre à Baie-Comeau (sur la Côte-nord) pour tenter de sensibiliser la population et contrer le projet de la Kruger de couper la forêt ancienne de l'île René-Levasseur. Certains membres de la coalition s'y sont rendus à vélo.

L'île René-Levasseur est, de fait, l'un des derniers territoires « vierges » du Québec. L'île fut créée par l'inondation d'un vaste site d'écrasement d'un météorite lors de l'érection du barrage Manic 5<sup>4</sup>. C'est une île/forêt d'environ 2000 km<sup>2</sup> où la Scierie Manic/Kruger s'est vu octroyée des droits de coupe pour 1800 km<sup>2</sup> en 1997, par le Ministère des ressources naturelles du Québec. C'est une forêt ancienne qui n'a pas connu

de grands feux depuis des centaines d'années, ce qui fait qu'on y retrouve un exemple rare de forêt très mature (on y trouve des arbres qui ont plus de 300 ans) et une faune nord-américaine diversifiée et adaptée à ce type d'environnement. Entre les écologistes et la compagnie, la lutte s'est donc engagée avec comme enjeu la protection ou l'exploitation de la forêt.

Déjà, plus de 450 km<sup>2</sup> (environ 20% de l'île) sont protégés par deux décrets successifs du gouvernement québécois (1992 et 2003, ce dernier en réaction aux premières contestations). Rappelons que dans les années 1980, le Ministère de l'environnement proposait de protéger intégralement l'île. La Kruger, en association avec le gouvernement, a conclu dans une étude récente que l'écosystème était effectivement exceptionnel, ce qui a entraîné la protection décretée en 2003. Mais, soutien des régions et logique économique obligeant, on a outrepassé ces conclusions. Il semble que nous soyons désormais poussés à couper ces forêts nordiques situées aussi loin qu'au 52<sup>ème</sup> parallèle, où la régénérescence des écosystèmes prend des proportions bien peu « durables » sous notre climat. Comme si ce n'était pas assez, les zones officiellement protégées n'offriront probablement pas un habitat suffisamment large pour des espèces de végétaux et d'animaux qui ont besoin d'un plus grand territoire pour se diffuser.

Il y a tout lieu de croire que l'exploitation de cette île est un pas en arrière dans l'établissement d'une société durable, car si un tel patrimoine tombe aussi facilement (les coupes ont officiellement commencées après que Kruger ait connu des problèmes avec la barge qui assure le lien avec la rive)<sup>5</sup>, il semble que plus rien ne sera suffisamment précieux pour arrêter les machines et les travailleurs.

Maintenant, à la vue de ce contexte, peut-on dire que Kruger joint le geste à la parole en matière de développement durable et de protection de l'environnement? En d'autres mots, entre le discours de la compagnie Kruger et ses agissements réels, qu'en est-il vraiment? Je pense personnellement que non, mais il faut être conscient des intérêts en place dans de telles situations. De plus, une réponse définitive à cette question serait hautement subjective et sans fondement scientifique. À leur manière, chaque partie en place donne sa « bonne » réponse. C'est donc réellement au niveau des valeurs que la confrontation se fait, comme le démontre le mauvais accueil qui a été fait à des écologistes qui se sont rendus jusqu'au réservoir pour protester à la fin du mois de juillet dernier. Cet accueil, ce n'est pas celui de la compagnie, mais celui des gens ordinaires qui vivent des activités de cette compagnie. Ces écologistes, ce sont des gens qui

viennent dire à ces gens ordinaires « comment vivre dans leur propre région ». La compagnie? On se doute qu'elle retirera un profit intéressant de ce projet, sinon elle abandonnerait la partie aux écologistes. Ceux-ci ont mis tout leur cœur à l'appui de leur cause, qui est celle de la nature et de la responsabilité humaine face à l'environnement. En somme, comment concilier des idéaux aussi éloignés?

À mes yeux, l'île René-Levasseur aurait pu être le symbole que le Québec attend depuis l'Erreur boréale de Richard Desjardins. Malgré le dévouement peu commun et la visibilité impressionnante de la Coalition, le peu de rayonnement et de sympathie que cette lutte amène est amèrement décevant. Contrairement aux forêts pluvieuses de la côte ouest du continent, les forêts d'épinettes noires ne possèdent pas un grand capital de sympathie. Elles ne sont bonnes qu'à faire du papier de toilette et des planches. Rien de ce que la forêt possède n'a suffisamment de valeur aux yeux des entrepreneurs pour stopper les machines. Pourtant, le déclin de l'industrie forestière est déjà commencé, mais on continue à se fermer les yeux.

Reprendons notre perspective de responsabilité sociale et environnementale de l'entreprise. Face à la critique, de toute évidence, la compagnie pourra toujours se réfugier derrière son « bon droit » puisque qu'en toute bonne foi et dans les règles de l'art, le gouvernement lui a conféré des CAAFs, des contrats d'approvisionnement et d'aménagements forestiers. De même, elle assure qu'elle exploitera le site « en assurant la protection des écosystèmes et de la biodiversité par le choix de techniques sylvicoles appropriées » (Kruger, 2004). Ces techniques sont évidemment le produit des recherches et des calculs d'ingénieurs forestiers. N'oublions pas que plusieurs doutent que ces techniques protègent efficacement la régénération intégrale de la forêt boréale, l'écosystème qui domine les territoires où se fait la coupe forestière québécoise. Une certaine incertitude règne à ce sujet, mais pourtant on s'enveloppe de la double bonne conscience que donnent le « développement durable » et les méthodes sylvicoles développées par les ingénieurs forestiers (ce n'est pourtant pas parce qu'elles sont les plus avancées (*entendre les plus productives dans les limites environnementales imposées*) qu'elles sont les meilleures).

Orientée sur la complétion de ses projets qui ne s'accordent que peu avec une attitude environnementalement responsable, la Kruger vient compléter le portrait en démontrant facilement que la population est d'accord avec la réalisation et le fonctionnement du projet. Malheureusement, il manque une voix à la table de concertation : celle de l'écosystème unique qui est menacé. Même une

poignée d'écologistes férolement pacifistes ne peut remplacer celle-ci. Vous verrez, à propos des concepts de l'économie écologique qui remplissent cette édition d'*Oeconomia Humana*, que c'est un peu ce que cette discipline tente de faire : donner une voix à la nature, ou à tout le moins un juste prix.

<sup>1</sup> Kruger, 2004. Environnement : message du président et chef de la direction, document Web consulté le 11 août 2004, [http://www.kruger.com/Francais/company/Environment/Company\\_Environnement\\_F.html](http://www.kruger.com/Francais/company/Environment/Company_Environnement_F.html)

<sup>2</sup> Ibid

<sup>3</sup> Lepage, L., Gauthier, M. et P. Champagne, «Le projet de restauration du fleuve Saint-Laurent : de l'approche technocratique à l'implication communautaire. Le cas de la décontamination du secteur 103 de la zone portuaire de Montréal». *Sociologies Pratiques* no. 7, 2003, pages 65-89.

<sup>4</sup> Deux sites Internet nous ont fourni ces informations, consultés tous deux le 11 août 2004 : celui de Radio-Canada, est du Québec, suit les demandes et les confrontations car elles sont importantes pour les gens de la région : <http://www.radio-canada.ca/regions/est-quebec/nouvelles/200407/15/013-renelevasseur.asp> et celui de la Coalition : [http://www.soslevasseur.org/index\\_files/Krugercoupeile.htm](http://www.soslevasseur.org/index_files/Krugercoupeile.htm)

<sup>5</sup> SOS Levasseur, *les mouches gagneront-elles?*, 2004. Texte soumis par titemaudite sur le site Web du centre des médias alternatifs du Québec (CMAQ), consulté le 11 août 2004, <http://www.cmaq.net/fr/node.php?id=17673>

## L'écologie et l'économie, deux domaines réconciliables?

Julie Maurais  
Étudiante-rechercheure, Chaire Économie et Humanisme

Multidisciplinarité, transdisciplinarité, interdisciplinarité, tant de concepts qui appellent à l'ouverture des barrières disciplinaires, à la nécessité de décloisonner le savoir pour mieux saisir la réalité et les problématiques complexes auxquelles la société est confrontée. Afin de résoudre les grands enjeux environnementaux et sociaux actuels, il est nécessaire de sortir du dogme disciplinaire pour se diriger vers une compréhension plus large pouvant servir de base à l'application d'un développement axé sur la durabilité tant économique, sociale qu'environnementale. Ce discours sur le retrait des barrières disciplinaires se retrouve, entre autres, au sein de la communauté scientifique de l'écologie économique. Ce champ de recherche s'appuie sur une critique de la science économique qui relègue les aspects environnementaux et sociaux au rang d'externalité. Les recherches en écologie économique s'attardent donc particulièrement à intégrer deux disciplines, l'écologie et l'économie, pour modifier les prémisses théoriques économiques selon lesquelles l'aspect écologique n'est qu'un facteur externe, non intégrable et donc non considéré. Cette approche transdisciplinaire est nécessaire puisque les perspectives contradictoires à l'intérieur de ces deux domaines ont mené les politiques environnementales et économiques à se nuire plutôt qu'à se renforcer et à élaborer un cadre d'action cohérent vers le développement durable.

Concrètement, sur quel axe de recherche se penche cette communauté de chercheurs, comment s'exprime l'intégration disciplinaire? Les thèmes abordés sont variés et s'inscrivent même à l'extérieur des limites de l'écologie et de l'économie puisqu'ils touchent également la politique, le commerce et les aspects sociaux. Un premier courant de recherche se penche sur la modélisation où des modèles économiques et écologiques sont fusionnés pour développer par exemple des outils de gestion des ressources naturelles. Parallèlement, des groupes de chercheurs élaborent des indicateurs pour modifier les indicateurs « traditionnels » comme le PNB et y intégrer des éléments biophysiques et sociaux tels que l'empreinte écologique et l'éducation des femmes. Un autre axe de recherche vise l'établissement d'une valeur monétaire des services rendus par les écosystèmes. À titre d'illustration, on tente de mesurer à combien s'élève la production d'oxygène et la captation de CO<sub>2</sub> effectuées par les écosystèmes. Ajoutons à ce portrait des sujets plus « politiques » comme l'établissement de systèmes d'échange de permis de polluer et l'imposition de taxes comme moyen de réduire les émissions polluantes. Pour parfaire ce tableau, des chercheurs se penchent

également sur le commerce et les conditions au développement pour évaluer, entre autres comment la mobilité du capital peut affecter la souveraineté des États, et comment cela peut affecter leur autonomie face à la gestion des ressources naturelles.

On peut donc percevoir que les chercheurs de l'écologie économique étudient des thèmes variés qui se situent, pour la plupart, à l'intersection de différentes disciplines, principalement l'économie et l'écologie. La diversité des sujets de recherche fut d'ailleurs perceptible lors de la huitième conférence biennuelle de la société internationale d'écologie économique qui se tint à Montréal du 11 au 14 juillet dernier. À l'horizon, une multitude de conférences ont permis d'examiner d'une part comment les frontières disciplinaires structurent l'approche utilisée pour cerner les problèmes environnementaux et d'autre part, comment notre vision des problématiques influe sur le développement de la science et la gouvernance de ces enjeux. Comme le disait Richard B. Norgaard de l'université de la Californie à Berkeley dans sa communication intitulée « Forget disciplines, think epistemic hierarchies », l'écologie économique permet de relier des portions de savoir à un ensemble global, ce qui est en soi une manière de concevoir les problèmes environnementaux.

Cela étant, on peut se demander qu'elle est la différence entre l'écologie économique et les sciences environnementales dont les fondements s'appuient aussi sur l'intégration disciplinaire. On peut dire dans un premier temps que la préoccupation principale des deux domaines réside dans la prise en compte de l'aspect environnemental, mais avec une connotation économique plus prononcée pour l'écologie économique. Les approches prisées par cette communauté de chercheurs s'ancrent davantage dans la modification des modèles et des théories des sciences économiques que les sciences environnementales, qui ont plutôt pour principale préoccupation la résolution des problèmes environnementaux et la mise en œuvre du développement durable. Cependant, la frontière entre les sciences de l'environnement et l'écologie économique reste mince, voire intégrable, résultat d'un effort de décloisonnement disciplinaire qui dirige le développement du savoir vers une compréhension commune des grands enjeux environnementaux.

# Introduction à l'économie écologique

Patrick Laprise

Étudiant-chercheur, Chaire Économie et Humanisme

Du 11 au 14 juillet 2004 avait lieu à Montréal la 8<sup>ème</sup> conférence bisannuelle de la Société internationale pour l'économie écologique (ISEE). Organisée par MM. Frank Müller (université Concordia) et Jean-Pierre Revéret (UQÀM), cette rencontre d'envergure réunissait, sous le thème « Challenging boundaries : economics, ecology and governance », plusieurs des personnalités les plus importantes du mouvement de l'économie écologique, dont Richard Norgaard (Berkeley) et Robert Costanza (Gund institute of ecological economics, Burlington, Vermont). Ces derniers ont d'ailleurs été les figures majeures des plénières les plus courues de la conférence tenue au Palais des Congrès de Montréal.

Dans l'assistance se trouvait quantité de membres de la Société, de provenances diverses autant dans les disciplines que dans les nationalités. Mais plus qu'un lieu de réunion pour les initiés de l'économie écologique, la conférence a été l'occasion pour des dizaines d'étudiants d'entrer en contact avec l'organisation internationale. Par ailleurs, si un bon contingent provenait d'universités montréalaises, des représentants de plusieurs pays étaient présents, dont plusieurs de l'Autriche et de l'Allemagne, ainsi que de l'Italie, des États-Unis et du Japon, où l'économie écologique semble avoir une audience plus large qu'ici.

Concernant le contenu de la conférence, j'ai été fortement impressionné par la diversité des recherches qui ont fait état de présentations durant ces quatre jours, mais je n'avais pas encore réalisé que ces « papers » diversifiés cachaient en réalité un mouvement et une philosophie forts intéressants et qui m'apparaissent porter des éléments pour un changement positif de notre société. Suite au texte de Madame Julie Maurais, j'aimerais, en quelques mots, vous faire part des notions de base de l'économie écologique telles qu'elles furent décrites dans « Introduction to ecological economics » (Costanza *et al*, 1997). Je m'attarderai donc sur la rupture que cette nouvelle science applique à l'étude des sciences économiques, puis sur les concepts par lesquels celle-ci s'opérationnalise. Finalement, en laissant de côté toute la partie sur les propositions de politiques concrètes que font les auteurs aux décideurs économiques, je laisserai un court commentaire en conclusion.

## Combattre le feu par le... feu?

Tout d'abord, l'économie écologique véhicule l'idée fondamentale que les indications classique de santé du monde et de l'économie en général mentent sur plusieurs points : la croissance du PNB, l'augmentation de l'espérance de vie dans plusieurs pays et les fausses alertes environnementales ne signifient pas que tout va pour le mieux. Ainsi, les auteurs posent trois problèmes de base face auxquels notre civilisation doit découvrir des politiques et des instruments novateurs (p. 3) : la population trop grande et en croissance trop rapide dépassera la capacité potentielle de support de la Terre; les nouvelles technologies augmentent dramatiquement l'entropie du système et émettent des éléments non assimilables par les écosystèmes naturels; la conversion des terres à des usages qui détruisent les habitats, accélèrent l'érosion et réduisent la biodiversité.

De toute évidence, selon Costanza *et al*, notre planète et l'utilisation de ses ressources comportent des limites de viabilité objectives qu'il faut éviter de dépasser. Certains signes annoncent que nous approchons de ces limites : effet de serre, couche d'ozone, crise des pêcheries; peut-être est-il déjà trop tard dans certains cas. Selon eux, le modèle économique qui a engendré ces problèmes est erroné, car il est incapable de prendre en compte le *capital naturel* de façon efficace, équitable et durable.

Le caractère hautement autonome des sciences économiques telles qu'elles ont évolué depuis Adam Smith a de fait isolé celles-ci par rapport aux autres sciences. Ceci pose le danger grave que l'économie ne puisse plus jamais ouvrir l'oreille aux problèmes écologiques de la Terre, occupée qu'elle est à traiter des problèmes ayant strictement rapport à l'économie. Souhaitant se détacher de la culture élitaire, de l'histoire et de l'idéologie propre à la théorie économique néoclassique, l'économie écologique reprend et réinterprète la pensée économique qui a été pervertie par une certaine élite. Cette élite, explique les auteurs, fait partie d'un segment de la population de la Terre qui n'a même plus besoin de se soucier de l'avenir sa progéniture tellement elle est à l'aise financièrement. Cela va à l'opposé d'un réflexe naturel qui a mené notre espèce jusqu'ici!

À travers la pensée des premiers « économistes » Smith, Ricardo, puis de penseurs moins fréquemment cités par la science économique contemporaine tels que Stuart Mill, Marx, Jevons, Pigou ou Hotelling, l'économie écologique tente de se réapproprier la théorie économique qui vogue si crûment dans la mauvaise direction.

Il y a ceci de particulier à la théorie économique classique qu'à l'opposé de la plupart des économistes écologiques (qui font partie des « sceptiques »), beaucoup de défenseurs de la théorie économique classique veulent croire que la technologie arrivera à résoudre tous les problèmes futurs auxquels nous ferons face. Ce sont les « optimistes ». Ce fossé symbolique n'empêche pas Costanza et ses collègues d'affirmer que les économistes néoclassiques et les économistes écologiques partagent un certain raisonnement : la croissance économique, si elle est dorénavant plus qualitative que quantitative, pourvoira assurément les conditions pour réduire les profondes inégalités qui inhibent la protection efficace de l'environnement, car, on le sait, la pauvreté ne peut être détachée des problèmes environnementaux. La résolution de ces problèmes est incontournable si l'on souhaite une société durable.

### **Une discipline ouverte**

Dans un monde de plus en plus « fermé », où la connaissance a pris le dessus sur les hypothèses, superstitions et autres zones d'ombres, certains suggèrent qu'il n'est plus possible de laisser les différentes branches de la science isolées les unes des autres. Cette isolation crée des problèmes bien illustrés par l'« indépendance d'esprit » de l'économie contemporaine. À contre-courant de ce processus d'autonomisation, la rencontre de plusieurs façons de concevoir conjointement l'économie, la nature et la société est, selon nos auteurs, le prochain pas que la science doit prendre. Incidemment, les premiers contacts entre sciences ont permis l'émergence d'un consensus en quatre points dans la vision qu'a l'économie écologique de l'avenir (p. 79-80), ainsi :

- L'économie humaine est un sous-système de l'écosystème global, qui est lui-même un système thermodynamique matériellement stable, même en tenant compte de l'énergie du soleil, seul apport positif à ce système, d'où les limites au potentiel de support terrestre;
- On doit donc tendre vers une occupation durable de la planète avec une qualité de vie élevée pour tous ses habitants, dans les limites du point précédent;
- L'incertitude est un facteur dominant dans l'analyse d'un système aussi grand et par conséquent la précaution comme position d'analyse et de gestion est de mise;

- Une attitude proactive plutôt que réactive dans la gestion des institutions et des affaires sera nécessaire, attitude basée sur la compréhension avancée du système sur lequel tout ceci repose et qui résultera dans l'implémentation de politiques simples, adaptées et adaptatives.

### **Les concepts de l'économie écologique**

Il existe, selon Costanza *et al.*, des concepts propres à la science économique qui, adaptés à la situation dans laquelle nous nous trouvons, peuvent nous permettre de nous rapprocher progressivement de la vision décrite plus haut. Le processus en question repose sur les concepts d'allocation, de distribution et d'échelle. Si l'on reprend les problèmes auxquels fait face notre société et qui sont causés par notre modèle économique actuel, les économistes écologiques croient qu'ils peuvent se résoudre en suivant un certain ordre. Il faudrait donc :

1. établir les limites et l'étendue (échelle) précise de la durabilité écologique de l'économie,
2. rétablir, en fonction de ces limites, la distribution juste et équitable des ressources par le droit de propriété et le transfert et
3. utiliser les mécanismes du marché pour assurer l'allocation la plus efficace des ressources ainsi équilibrées.

On remarque d'emblée que loin de repousser la réalité concrète du monde dans lequel nous vivons, les économistes écologiques s'ancrent profondément dans la société pour mieux en faire ressortir les éléments qui serviront éventuellement à la changer. Les deux pieds dans la réalité, les économistes écologiques ont développé des concepts théoriques concrets et applicables que nous verrons maintenant.

### **Un « monde plein » et son capital naturel**

Une des thèses les plus intéressantes de l'économie écologique est que nous soyons passés d'un monde vide à un monde plein dans le dernier siècle. Par-là, les économistes écologiques évoquent l'idée que le développement économique n'a plus comme limite le capital *travail-humain* (*human-made capital*) mais bien le capital *naturel* qui reste (*remaining natural capital*). À force de développer notre capacité à produire et transformer des ressources à partir de notre travail, nous avons « rempli » l'espace qui était disponible pour le développement de ces ressources. Le phénomène créé par ce processus fait que l'on mise désormais sur le capital naturel pour poursuivre le développement de notre société puisque nous avons atteint la limite du modèle précédent. Cette « nouvelle ère » implique plusieurs changements de mentalité, dont le moindre n'est pas que l'on doit dorénavant concevoir les « services

de l'écosystème » comme des entités dotées d'une valeur économique propre si l'on souhaite lui assurer une certaine pérennité. Ces services, comme ceux offerts par une organisation privée, ont une valeur car ils reposent sur l'« avoir » unique qu'est l'écosystème planétaire.

Pour faciliter la compréhension de ce dernier point, prenons la définition du capital fournit par les auteurs : « We may define capital broadly as a stock of something that yields a flow of useful goods or services » (p. 104-105). Le « human-made capital » et le « natural capital » entrent tous deux dans cette définition. Ceci dit, il faut apprendre à gérer ce capital naturel qui n'est pas immatériel comme l'argent et encore moins *substituable* au « human-made » capital comme l'est le travail. Pour illustrer cette limite à la *substituabilité*, qui s'avère être importante dans le renversement qui doit s'opérer pour atteindre la durabilité, adaptons l'exemple des auteurs : pour construire une voiture, on peut utiliser un certain nombre d'outils-machines et de travailleurs. Théoriquement, douze travailleurs et une machine peuvent venir à bout de la fabrication de la voiture, et vice-versa. On peut jouer assez largement avec le ratio outils-hommes (ratio capital-travail) et obtenir la même voiture. Toutefois, on ne peut remplacer le métal nécessaire à la fabrication par du travail, car on ne peut faire la même voiture avec la moitié du métal.

Les économistes ont souvent pris pour acquis que tous ces types de capitaux étaient substituables les uns avec les autres, ce qui a balayé pendant longtemps les limites inhérentes aux capitaux naturels dont nous avons discuté plus haut. De surcroît, il ne faut pas oublier qu'à force de puiser dans le capital naturel pour compenser l'inefficience de notre travail, on finit par l'épuiser. Si l'on envisage la nature comme un « placement », on se demande qui pourrait être assez mauvais décideur pour gruger tout son capital alors que ce capital peut lui assurer une vie confortable sans trop d'effort?

Puisqu'il est maintenant établi que ce capital n'est pas substituable ou remplaçable, on se retrouve dans une situation à grande échelle dangereuse où le capital naturel ne peut plus fournir le « flux de biens et de services utiles » auquel il nous a habitué, ce qui met le système économique lui-même et notre bien-être général en péril. Il faut trouver un moyen de protéger ce capital et de le faire gonfler, ce qui peut être fait en détournant les investissements faits dans le « capital fait par l'humain » vers le capital naturel. Cela signifie conservation et réparation accrues des écosystèmes, geste logique vu les conséquences d'un effondrement économique...

### Réinventer des concepts erronés

Les auteurs suggèrent de remplacer la mesure faussée de bien-être économique qu'est le PNB (GNP) par un « index de bien-être économique durable ». En effet, comme le disent les auteurs : « [...] there is a marked difference between what the GNP measures and economic welfare, and [...] the latter has been growing much more slowly than the former as measured by the two proposals that have been made for judging the U. S. economy » (p. 132). Il faut donc arrêter de mesurer combien l'on dépense et consomme et passer à une formule qui mesure à quel niveau nos besoins de base sont comblés.

Selon les auteurs, dans l'étude de l'économie, le consommateur ne peut pas être négligé car c'est lui qui dicte la valeur des biens. On peut donc jouer grandement sur la valeur des choses en changeant les préférences des acheteurs. La « valuation » ou donner une valeur aux biens et services de l'écosystème devient donc un enjeu crucial car c'est justement là que le bât blesse dans l'économie néoclassique, les coûts des externalités environnementales étant rarement pris en compte dans les calculs économiques. Il s'agit donc de détacher la valeur des choses des préférences actuelles (la mode et donc la « demande ») des consommateurs en redonnant leurs vraies valeurs aux produits et services de l'écosystème. Dans ce cas, la vraie valeur d'un bien serait liée à son importance dans la survie intégrale de l'écosystème plutôt qu'à sa valeur en tant qu'objet « à la mode » parce que plus en demande. Par exemple, Roughgarden (2004) propose d'ajuster la valeur des espèces de poissons non commerciales pour assurer leur survie, puisque les pêcheurs commerciaux ne prennent aucune mesure pour protéger celles-ci en raison de leur « inutilité » alors qu'au même moment ils font de plus en plus attention à ces espèces commercialement rentables.

### Risque, incertitude et théorie des jeux

Un autre concept important est celui de la théorie des jeux. La théorie des jeux permet de mieux comprendre quel type d'attitude nous devons adopter si nous souhaitons que notre société devienne durable. Un « jeu », c'est par exemple la situation où il faut choisir entre croire complètement à la capacité de la technologie à régler les problèmes environnementaux et ne pas croire à cette idée.

Dans cet ordre d'idées, posons que laisser les échanges économiques croître sans entraves amènera nécessairement de nouvelles technologies qui pourrait éventuellement régler des problèmes environnementaux. Disons que deux factions s'opposent, l'une souhaitant que l'on agisse avec précaution et que l'on ne fonce pas en avant

tête baissée et l'autre souhaitant ne pas se soucier de ce qui peut arriver parce qu'il y aura toujours une solution en bout de ligne. Deux choix, deux façons de penser égale quatre possibilités. Pour les deux premières possibilités, liées au choix de laisser croître l'économie : si ceux qui croient que la technologie réglera tout et qu'on peut chauffer l'économie à blanc indéfiniment ont raison, l'économie ne se sera jamais aussi bien portée et tout le monde sera content. Par contre, s'ils ont tort et que la technologie ne règle pas les problèmes, c'est le désastre. Il y a donc deux extrêmes, et l'extrême négatif est particulièrement inquiétant. Pour ce qui est des deux autres possibilités, liées au choix de prendre toutes les précautions possibles dès maintenant : si ceux qui croient qu'il faille freiner l'économie maintenant parce que les technologies ne suffiront pas à protéger l'environnement ont tort, l'économie en sera, au pire, moyennement affectée (une hérésie pour bien des gens importants). S'ils ont raison et que les problèmes environnementaux n'auraient pas été surmontables si l'on avait laissé l'économie s'embalier, on se retrouve avec ce qui ressemble à une société durable où l'économie est équilibrée avec l'utilisation des écosystèmes et on évite les conséquences néfastes à long terme. Plus que tout, le choix des sceptiques est le seul qui ne comporte pas une option « désastre ». Si l'on agit avec précaution comme le prônent les sceptiques, tout le monde a une chance de s'en sortir gagnant, contrairement à l'autre option... le risque et l'incertitude semblent trop grands de choisir celle-ci. Notons qu'il y a d'autres facettes à cette théorie qui expliquent bien les notions de risque et d'incertitude inséparables des problèmes environnementaux.

### **De l'individu à la communauté**

Le dernier sujet majeur de l'économie écologique touche à la définition de qui devrait être l'acteur principal de l'échange économique. Les auteurs avancent que « [t]he logic [of exchange] is faultless under the assumption of informed, utility-maximising parties and no effects beyond the two parties » (p. 157). L'environnement, de par sa nature systémique, ne saurait être divisé et possédé par des individus et donc des choix collectifs s'avèrent nécessaires. De même, les relations économiques, on le sait, ne sont jamais aussi parfaites et simples que le veut la définition ci-dessus. De plus, selon Costanza *et al.*, la manière de définir les parties de l'échange reste indéterminée : il faut que cette manière puisse inclure non pas seulement les individus, mais aussi des communautés, des biorégions, et des nations. Mais dans un cas comme dans l'autre, les inégalités dans les termes de l'échange doivent être résolues, que ce soit au niveau de l'information, des effets extérieurs aux parties ou de la maximisation des utilités pour les parties. Dans tous les cas, nous dépassons, en tant qu'individus, la simple relation acheteur-

vendeur : nous sommes au cœur de relations familiales, communautaires, de confiance, mais aussi de relations avec les écosystèmes.

Ce point amène les auteurs à situer ces questionnements dans le monde transformé et mondialisé qui se dessine autour de nous et de nos communautés. Comment gérer des richesses communes efficacement alors que l'on perd de plus en plus le contrôle des ressources qui nous ont été historiquement accordées en raison de l'extension des activités économiques internationales ? La ligne de pensée dominante en économie veut que l'individu, ou la corporation dans ce cas, ait le pouvoir de régler les termes de l'échange alors même que son influence est souvent beaucoup plus grande que celle de l'autre partie (les pays en développement en sont le meilleur exemple, car ils doivent se plier à des termes d'échanges très inégaux). On se retrouve démunis, peu importe notre nationalité, avec des institutions internationales faibles et des corporations fortes qui soustraient aux communautés des ressources naturelles dont ils étaient historiquement responsables. Ceci est l'une des conclusions négatives de l'économie écologique face au processus de mondialisation. L'autre est que l'équité intergénérationnelle et le transfert des avoirs aux générations futures sont très faiblement pris en compte par les institutions internationales et que, dans le cas des négociations de libre-échange, ces concepts ne sont même pas présents. Sans rejeter les bénéfices qui peuvent être obtenus par la spécialisation et l'extension des échanges, les économistes écologiques restent très critiques du fait que l'on maximise aujourd'hui la consommation pour le bien de tous sans entrevoir les conséquences sur la consommation future. En bout de ligne, pour attaquer ces problèmes de front, ils revendentiquent des politiques nationales adaptées à l'échelle des biorégions ou des communautés, supportées par des traités internationaux forts.

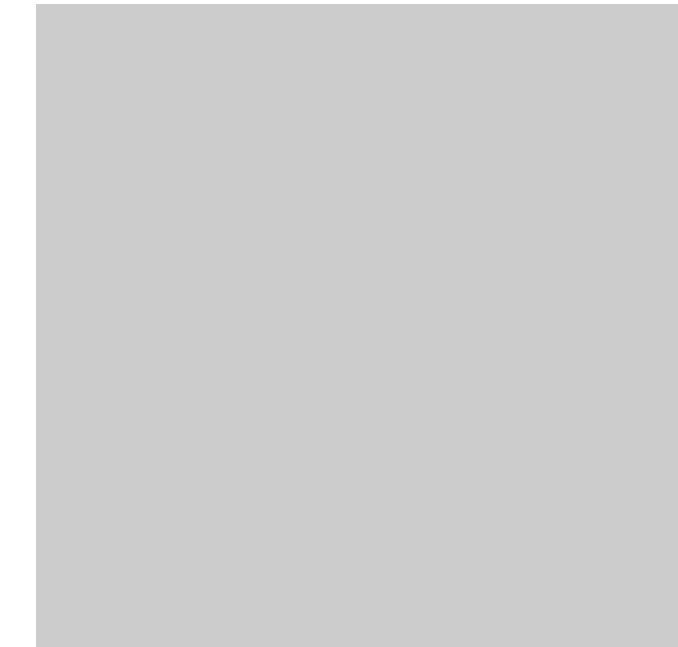
### **Institutions, instruments et politiques**

Toute la dernière partie de l'œuvre d'introduction des économistes écologiques, dont le résumé serait d'une ampleur qui nécessiterait trop d'espace pour ce dont nous disposons ici, porte sur les instruments, institutions et politiques à modifier ou à mettre en œuvre pour redéfinir la philosophie et les pratiques propres à l'économie contemporaine. Loin d'être vaporeuses, ces propositions tranchent par leur logique et leur évidence dans une perspective économique axée sur la préservation de l'environnement et des richesses naturelles de la Terre. Ce travail démontre le caractère plus pragmatique des économistes écologiques, qui n'en restent pas au niveau des discussions, ce qui les distingue de plusieurs autres auteurs. La gamme des propositions amenées sied

à une refonte formidable des fondements même de l'économie. Par-là même, la manière de gérer les niveaux micro et macro-économiques est ébranlée, pourtant à mes yeux ces changements s'avèrent nécessaires et en grande partie réalisables. Il apparaît évident, et la lecture de ce livre renforce cette idée, qu'il faut travailler avec les outils économiques que l'on possède et en développer de nouveaux, adaptés aux contraintes immenses qu'imposent le développement, la préservation de l'environnement et le bien-être des hommes et des femmes en général. La dimension « instruments et politiques » est probablement celle qui revêtira le plus d'importance dans un futur proche et je vous laisse la découvrir. Elle s'enrichit régulièrement de nouvelles idées lancées par les gens autour de l'économie écologique.

### Conclusion

En somme, je reste émerveillé mais tout de même sceptique devant ce mouvement qu'est l'économie écologique. Je crois que peu importe le penchant théorique ou idéologique qu'un chercheur peut prendre, il doit garder en tête l'applicabilité de ses idées. Dans ce texte, à travers les analyses et les propositions qu'ils font, les économistes écologiques font preuve d'une rigueur qui est absolument nécessaire vues les forces contre lesquelles ils se dévouent. Mais c'est justement la dynamique propre à ces forces qui me rend aussi sceptique. Heureusement, c'est ce type de scepticisme qui fait que l'on continue à se poser des questions et à tenter de dépasser les problèmes que l'on rencontre. À la fin, je crois quand même que l'on commence à voir l'influence des écrits des économistes écologiques membres de la Société dans la gestion de nos ressources écologiques et cette influence ne saurait que grandir, vu l'importance des enjeux et le contexte que ces auteurs, plus que bien d'autres, savent décrypter et influencer. La conférence de l'ISSE à Montréal m'a montré que depuis cette publication, bien du chemin avait été parcouru et que plusieurs personnes brillantes et engagées s'étaient fait les disciples de cette école. En espérant qu'elle fasse plus que passer.



## Site Internet du Mois

### Sustainable Europe Research Institute Section autrichienne

Découvert lors de la conférence de l'ISSE de Montréal 2004, le Sustainable Europe research institute s'est avéré à la fine pointe de la recherche dans des champs reliés aux recherches de la Chaire économie et humanisme en développement durable et responsabilité sociale de l'entreprise. Ses représentants étaient nombreux et ont offert de bonnes conférences basées sur des projets concrets forts intéressants.

Les thèmes de prédilection de ce groupe de recherche pan-européen tournent autour des sociétés durables en mettant l'accent sur le transport, la consommation ou l'économie écologique. Les recherches visent à donner des outils aux décideurs européens dans l'optique d'une Europe durable et écologiquement sensible, de plus en plus économiquement et politiquement intégrée.

[www.seri.at](http://www.seri.at)

# Conférence de la Société internationale pour une économie écologique

## 11 au 14 juillet 2004, Montréal

### Résumé des présentations

**Patrick Laprise**  
Étudiant-chercheur, Chaire Économie et Humanisme

Cette partie de bulletin de août-septembre 2004 offre un résumé de plusieurs présentations auxquelles j'ai assisté pendant la durée de la conférence. Elle devait contenir l'expérience de plus d'une personne mais les circonstances en ont voulu autrement. J'espère qu'elles seront utiles à certains lecteurs qui n'ont pu y assister. Les résumés sont placés en ordre d'occurrence à mesure que la conférence se déroulait.

#### Lundi, 12 juillet 2004

##### Session 1, 8h30-10h00 :

- Thème 6: Ethics, values and the environment:

*Can a sustainability index mirror a corporation state of sustainability development?* Reinhard Paulesich, Dept. of environmental economics and management, Vienna university of economics and business administration, Austria

Résumé: M. Paulesich nous a entretenu d'un index de durabilité qu'il tente de développer avec son équipe, soit l'index EaseyX, (The Ecological And Social EfficiencY indeX for the Austrian stock market). Cet index viserait à évaluer le caractère durable des différentes compagnies enregistrées à la Bourse autrichienne. Le site du projet est situé à l'adresse suivante : [www.easey.at](http://www.easey.at). Il est à noter que les informations du site sont exclusivement en Allemand.

Selon M. Paulesich, le rôle des perceptions est important dans la mise sur pied d'un index de durabilité. Ainsi, son équipe s'est appliquée à sonder différents acteurs qui ont un rôle à jouer dans le fonctionnement du marché boursier. Les résultats du sondage, dirigé de façon pondérée vers les entrepreneurs, les stakeholders et le public, ont été utilisés comme « poids » dans l'évaluation de la durabilité des compagnies évaluées par l'index. Pour nous, l'idée de donner la parole à différents secteurs de la société nous est apparue très originale car elle va à l'encontre de la sélection arbitraire des facteurs d'utilisation, malgré que certains choix doivent tout de même être effectués pour opérationnaliser l'index. En bout de ligne, la

pondération obtenue a été utilisée par l'équipe de M. Paulesich pour fixer la valeur des variables d'évaluation des compagnies visées par l'index.

Malgré que les critères ultérieurs d'utilisation de l'index ne soient pas clairs à première vue et à partir de cette présentation, on remarque, avec M. Paulesich, que ce sondage a fait ressortir les divergences de perceptions entre les experts du domaine et le public, ce qui dénote un accès à l'information différent. En bout de ligne, le résumé de cette phase du projet de M. Paulesich se présente en trois points :

1. Il faut passer d'un modèle social à un modèle économique pour bâtir un index de durabilité
2. Il faut fermer la boucle de « feedback » entre les stakeholders, les corporations et les investisseurs
3. On doit mettre en place un discours à propos de la valeur/rôle de la corporation.

Il est à remarquer que dans la situation boursière actuelle, il existe une domination des banques, ce qui constitue un certain problème pour mettre sur pied un index social et écologique. De plus, les questions sociales exercent présentement une domination sur les questions écologiques, selon M. Paulesich. Pour le conférencier, il reste que la prise en compte de l'index EaseyX doit être sérieusement considérée par certaines institutions tels que les *severence pay funds*. En tout et pour tout, un tel index serait très différent de l'index de durabilité du Dow Jones, selon le présentateur.

Note : Nous avons complété ce résumé avec l'aide de la présentation intégrale offerte pendant l'ISEE, gracieusement offerte par M. Paulesich. Nous l'en remercions.

*Valuation of ecosystem services. An integrated dynamic approach,* Ralph Winkler, Uof Heidelberg, interdisciplinary institute for environmental economics, Germany

Résumé: Selon M. Winkler, le fait de donner une valeur aux services des écosystèmes apparaît inévitable pour pouvoir décider de «comment» utiliser la nature. Ainsi, M. Winkler écrit : «[s]everal economic valuation methods have been established to derive the exchange values when

market valuations do not capture adequately the social value». De l'autre côté, il existe un autre modèle de pensée, moins important et prôné par des écologistes et des biologistes, qui place au centre la valeur de l'écosystème et pas suffisamment la valeur des choix des consommateurs. Pour répondre au problème qu'offre ces méthodes, un modèle tel que celui qu'il est venu nous présenter s'avère intéressant afin de concilier la relation entre le consommateur et la nature.

Ainsi, c'est en prenant en compte le système de valeur plutôt que les choix du consommateur que M. Winkler tente de développer une nouvelle méthode d'évaluation. Selon M. Winkler, les systèmes culturels de valeurs sont constamment en transformation, et il faut donc considérer la réévaluation constante de ceux-ci. En bref, le modèle de M. Winkler vise à faire que le prix de la nature en vienne à équivaloir celui des cultures sociétales. La persévérance dans une attitude myope possède un grand « potentiel de regret », selon lui. En conclusion, la valeur des services des écosystèmes est déterminée par des interrelations complexes entre les systèmes de valeurs, les systèmes écologiques et l'économie, et il faut voir à développer un modèle juste pour prendre en compte cette complexité. Le texte « Introduction à l'économie écologique » du présent numéro pourra aider ceux qui le souhaitent à mieux comprendre l'idée de donner une valeur aux écosystèmes.

*Capability, income and sustainable society*, Hazuki Ishida, Faculty of economics, Fukushima university, Japan

Résumé : Le thème central de l'exposé de M. Ishida a été celui de la « capacité », ou capacité de l'économie à utiliser mieux les ressources que la terre possède, en vue de l'avènement d'une société durable. Une telle société, selon M. Ishida qui fait référence à Amartya Kumar Sen, devrait être tolérante de l'appétit humain insatiable pour un revenu toujours plus élevé. Il faut donc recentrer le développement vers une plus grande capacité à produire avec moins de ressources.

- Thème 15: Complexity, post-normal science and ecosystem approach

*Ecosystem services from Brazil's Amazon rainforest: modeling their contribution to human's regional economy and welfare and the potential role of carbon mitigation projects on their continued provision*, Rosimeiry Portela, Estuarine and environmental science program, University of Maryland, USA, Roel Boumans, Gund institute of ecological economics, university of Vermont, USA, Robert Costanza, Gund institute of ecological economics, UoV, USA.

Résumé: La présentation ayant commencé en avance, seules les conclusions de la recherche de Madame Portela sont à notre portée. Ainsi, selon elle, 1. La déforestation dans la forêt amazonienne procède à un taux élevé en Amazonie brésilienne, 2. Des changements climatiques substantiels et une diminution de la surface forestière sont en cours en conséquence des coupes forestières, 3. La croissance économique régionale ne se traduit pas par des revenus financiers supplémentaires et un plus grand bien-être pour les habitants de la région et 4. La protection de la forêt dans cette région sera le résultat d'un effort de concertation à long terme.

## Session 2, 13h30-15h00:

- Thème 28, tribute to James J. Kay:

*Adaptative management and policy decision in a changing arctic environment*, Michelle Boyd, UBC, Canada, Hadi Dowlatabadi, UBC, Canada

Résumé : Cette présentation a fait état de la théorie et des pratiques entourant un cadre d'analyse dit adaptatif afin de mieux envisager la prise de décision dans un environnement que l'on doit dorénavant considérer en transformation. En effet, les incertitudes entourant les changements climatiques, qui pourraient affecter grandement les régions polaires, forcent les décideurs à renouveler les modèles de gestion de l'environnement. Des défis attendent les décideurs qui font face à cette région nordique : les modèles actuels sont incomplets et les biais systématiques reliés aux incertitudes sont laissés de côté dans ces mêmes modèles. Le fait de continuer la recherche dans le domaine de la gestion et des politiques en environnement pourrait ne pas réduire les problèmes reliés aux incertitudes, c'est pourquoi il faut plutôt adapter le cadre d'analyse.

Les travaux de James Kay, un chercheur en écologie économique décédé récemment, ont fourni la base de cette recherche. Celui-ci dirigeait les étudiants présentant des travaux dans le cadre de ce symposium. Selon la présentatrice, les travaux de ce dernier sont « a place-based science », d'où l'importance de la recherche en région arctique.

*Ecological integrity discourses and their manifestations in the maya biosphere reserve (Guatemala)*, David Mànuel-Navarette, University of Waterloo, Canada, James J. Kay, UofWaterloo, Dan Dolderman, UofToronto, Canada

Résumé : Cette présentation avait pour thème central l'intégrité écologique en tant que discours environnemental. L'auteur et présentateur nous a

surtout entretenu des types de discours qu'il reconnaît dorénavant par rapport au concept d'intégrité écologique. Ainsi, 4 types de discours sont reconnus, selon lui : 1. Wilderness-normative, 2. Social-normative, 3. Ecosystemic-pluralistic et 4. Transpersonal-collaborative. Ceux-ci représentent chacun une certaine vision du monde, qui ne s'adapte pas nécessairement avec celle des acteurs du terrain et les gens concernés par les mesures de conservation de l'intégrité écologique.

### **Session 3, 15h30-17h30:**

*Humanity's fatal success: an ecological economics perspective*, William E. Rees, UBC, School of community and regional planning, Canada

Résumé : M. Rees, une figure importante de l'écoologie économique canadienne, est venu nous parler de l'incroyable capacité des peuples humains à décimer leur environnement. Selon M. Rees, citant un auteur anonyme : « l'homme est génétiquement biaisé à aller contre la durabilité ». Dans un style chaleureux et fort captivant, M. Rees nous a d'abord rappelé le cas de l'île de Pâques, au large de l'Équateur, où toutes les évidences semblent indiquer que les habitants y sont allés jusqu'à couper le dernier arbre de l'île dans leur tentative de maintenir leur société. Face à un tel exemple probant, M. Rees pose la question sensible suivante : est-ce que l'effondrement est la norme pour les sociétés complexes ?

Pour apporter des éléments de réponse à cette interrogation, M. Rees pose quelques faits :

- Les hommes remplissent chaque espace écologique (les niches)
- Les hommes enlèvent toujours le « feedback » négatif qui ralentit l'évolution de notre espèce, c'est-à-dire que l'on résout tous les problèmes auxquels nous faisons face.
- Les hommes sont simplement les meilleurs pour exploiter les écosystèmes
- Notre langage nous donne un avantage incomparable
- Les ressources sont inévitablement exploitées (Ludwig, Hilborn et Walters, dans *Science*, 1993)

Sur ces bases, les humains ont réussi à faire des bonds inégalables en maîtrisant d'abord l'agriculture et ensuite l'utilisation des combustibles fossiles. L'ensemble de ces caractéristiques fait que l'homme est le prédateur le plus vicieux qu'ait jamais connu la Terre, ce qui est en soi un remarquable mais terrifiant accomplissement. De plus, en posant la question à savoir si « humanity is sustainable », il aborde deux aspects théoriques du problème : il existe un principe d'exclusion compétitive (What we get, they don't) et nous sommes en situation de « far-from-equilibrium thermodynamics ». La citation suivante peut nous

aider à comprendre cette dernière supposition : « The modern human enterprise is thermodynamically positioned to consume the ecosphere from the inside out ».

En nous faisant savoir qu'il oscille lui-même entre un indécrottable optimisme et une dépression récurrente, M. Rees propose que l'on passe d'une position de hiérarchie à une situation de panarchie, (des expressions grecques pan-, « tout » et -archie « commandement ») qui intégrerait l'entièreté des composantes de l'écosystème. En bout de ligne, selon M. Rees, il faudra se rappeler à la limite écologique de la Terre et à des considérations éminemment éthiques pour empêcher que ce succès fatal ne devienne une réalité complète.

*Ecoviolence and the law*, Laura Westra, York University, Canada

Résumé : Madame Westra nous a convié à un convaincant exposé sur l'urgent besoin de considérer les pollueurs et autres destructeurs de l'environnement comme autant de criminels devant être jugés de la même façon que le sont les meurtriers et les escrocs. Assez de différents niveaux de justice pour ces environnementicides ! Ces écocriminels assaillent littéralement l'environnement et doivent être punis, car ils mettent en danger le bien-être futur de la société humaine. Dans le livre publié en 2004 qui porte le nom de la présentation faite à l'ISSEE, Madame Westra va jusqu'à proposer la création d'une cour internationale environnementale. Une présentation éloquente, dynamique et édifiante.

*Making use of one's resources? Latin America's and southeast Asia's place in the world economy*, Nina Eisenmeier, IFF, social ecology, Austria, Heinz Schandl, IFF, Social ecology, Austria

Résumé: Cette présentation s'appuie sur une recherche d'envergure internationale ayant pour point d'ancrage le département d'écologie sociale de l'université de Vienne. L'équipe représentée par Madame Eisenmeier tente de mesurer et comparer les transformations macroéconomiques récentes qui bousculent le monde en prenant pour exemples deux régions éloignées du globe. Les résultats indiquent qu'en Amérique latine le développement économique se fait au détriment de l'environnement et que de l'autre côté, en Asie du sud-est, une économie florissante a subi une grave crise à la fin des années 1990, ce qui a fait que l'intégration ne s'est pas bien passée et que l'agriculture a gardé une place très importante, le tout contribuant à des pratiques environnementales dangereuses. Dans les deux, les choses ne semblent pas s'être améliorées.

**Mardi, 13 juillet 2004**

## Plénière 2

*Nature and the misuse of economics*, Sir Partha Dasgupta, Faculty of economics, University of Cambridge, UK

Résumé : Sir Dasgupta nous a entretenu, pendant les 30 minutes que lui offrait la plénière de ce mardi matin, des défauts qui persistent dans la mauvaise utilisation de l'économie par les économistes. En démontrant que le taux d'escompte n'est pas utilisé de façon approprié, car il est endogène, fondé sur des valeurs sociales, Sir Dasgupta donne un exemple concret de la mauvaise utilisation de la science économique. À travers des formules qui revoient le taux d'escompte en le modifiant par un taux social d'escompte, le présentateur amène l'idée qu'il n'est pas nécessaire d'introduire un tel taux social, qu'il suffit seulement d'utiliser les bonnes informations. Il faut de même lutter contre la paresse et les informations journalistiques qui synthétisent trop. Ainsi, des chiffres qui démontrent, selon certains économistes, l'amélioration du sort de plusieurs pays dans le domaine économique, disent en réalité que plusieurs nations se sont appauvries depuis quelques années. La conclusion est donc qu'il faut être vigilant et faire un meilleur usage de la science économique.

*Social selection: cooperative game theory and the emergence of family structure, gender and sexuality*, Joan Roughgarden, Dept. of biological sciences, Stanford U. USA.

Madame Roughgarden nous a offert une présentation originale, inspirée de la théorie des jeux. Cette théorie occupe une place d'une certaine importance dans la théorie de l'économie écologique. D'entrée de jeu, elle a introduit son sujet en faisant état de ses recherches les plus récentes sur la biologie marine et en insistant sur la nécessité de maximiser l'efficience des écosystèmes en donnant une valeur ajustée à certaines espèces de moindre valeur économique. En effet, ces espèces sont régulièrement oubliées quand vient le temps de protéger les espèces plus connues et menacées, en raison de leur rôle moindre dans l'économie. Selon la chercheure, il faudrait ainsi fixer un prix minimal à ces espèces pour les retenir de façon durable dans les écosystèmes.

L'autre versant de la présentation de Madame Roughgarden visait à démontrer que certains des fondements les plus importants des idées de Charles Darwin sont faux. De fait, Darwin avait posé comme prémissse à sa théorie de l'évolution que les femelles des différentes espèces choisissent le

mâle reproducteur en fonction de sa capacité à battre l'autre mâle dans un contexte de compétition.

Selon Madame Roughgarden, c'est en réalité dans le cadre d'un jeu coopératif que plusieurs espèces procèdent à leur reproduction, tel que démontré par la recherche en biologie marine. Les mâles et les femelles ont développé un système qui garantit leur durabilité en tant qu'espèce. Ainsi, l'idée de lutte compétitive de Darwin est « fundamentally wrong, for animals and for humans ». Un exemple propice est la situation qui prévaut chez certains types de poissons, où l'on retrouve trois « sexes » de poisson, un mâle, une femelle et un « mâle féminin », très similaires à la femelle et pourtant indispensable dans son rôle sexuel. La coopération s'avérant nécessaire à la survie d'une espèce semblable, il est évident qu'une situation de « jeu coopératif » doit émerger. Une autre caractéristique des fausses perceptions actuelles sur l'évolution de la nature est que les relations entre animaux du même sexe sont beaucoup plus fréquentes que les « nature shows » veulent le laisser croire. Cette fausse représentation de la réalité de la nature est lourde de conséquence et de signification : l'idéologie de la compétition est fortement ancrée dans le système économique actuel et la théorie de la sélection compétitive vient en appui à des arguments éculés propres à un système qui favorise l'iniquité et la destruction de l'environnement, ainsi que la domination patriarcale.

M. Darwin avait donc tout faux sur deux points majeurs :

1. Gender norms not universal (c.-à-d. que le modèle de reproduction masculin-féminin n'est pas unique, mais qu'il existe une diversité de modèles)
2. Female choice for quantity, not quality (la reproduction n'est pas assurée par le choix de la femelle pour le plus fort ou le plus apte mais pour rendre plus probable la reproduction)

Aussi, M. Darwin avait élaboré une théorie inadéquate sur 4 points :

1. Bodies not binary (mâle-femelle n'est pas l'unique norme, il y a des changements de sexe etc.)
2. Sex-role reversal
3. Gender multiplicity
4. Same sex sexuality common

Quelles sont les conséquences de la découverte de tels problèmes dans la théorie de l'évolution ? Selon la présentatrice, il faut en venir à une « théorie de la sélection sociale » (social selection theory), où les interactions et les relations

sexuelles sont essentiellement coopératives. En croisant de telles idées avec la théorie des jeux, qui a développé l'idée selon laquelle la coopération représente souvent le meilleur pari dans une situation de choix, on en arrive à voir que le « jeu d'équipe » maximise la production d'utilité. Cela en va de même autant pour les humains que pour les animaux. En conclusion, Madame Roughgarden a parlé de la valeur de la diversité dans les écosystèmes car sans cette diversité, on n'aurait jamais pu comprendre l'importance de la coopération dans la nature. Joan Roughgarden a terminé son allocution par un plaidoyer fait pour que le futur incroyablement optimiste de la Terre se réalise, un plaidoyer axé sur les besoins d'éducation en économie écologique. La complexité réelle de la théorie des jeux à plus de deux ou trois acteurs a été également abordée en toute fin.

Malheureusement pour nous, Vandana Shiva, qui devait faire une présentation à l'occasion du dîner de cette journée de conférence, fut retenue en Inde par la situation politique.

### **Session 5, 13h30-15h00**

*The Bathroom Boom: a case of environmentally costly consumption*, Inge Røpke, Dept. of manufacturing engineering and management, Technical university of Denmark, Denmark, Maj-Britt Quitzau, National environmental research institute, Dept. of policy analysis, Denmark

Résumé: Madame Røpke nous a présenté les conclusions d'une étude de cas qui peut a priori apparaître triviale mais qui s'est en réalité avérée révélatrice : celle des développements récents du marché de la chambre de bain au royaume du Danemark. On a pu voir qu'une véritable spirale de consommation s'est mise en branle dans ce secteur, emboîtant le pas à celui de la cuisine. Pour Madame Røpke, la progression dans la taille moyenne de la chambre de bain danoise et la diminution du délai de remplacement d'une chambre de bain (autour de 7 ans, en diminution) est symbolique des changements culturels qui affectent le Danemark. Cette course effrénée vers la consommation, calquée sur le modèle étasunien, est renforcée par les changements dans l'hygiène danoise, qui amènent les gens à prendre plus de douche... Dans la foulée, les Danois en viennent à passer plus de temps dans la salle de bain, jusqu'à ce que le lieu devienne un espace de réunion familiale !

Ces remarques anodines révèlent toutefois une tendance grave de conséquences pour l'environnement : le rêve inassouvisable de confort, le besoin/mode vers une plus grande indépendance de l'individu font qu'on assiste à une transformation

de la normalité culturelle inquiétante pour l'environnement. La consommation, on l'a vu avec Madame Røpke, fait la sourde oreille au développement durable. Pince-sans-rire, Madame Røpke nous aura permis de passer un bon moment avec un sujet grave...

*Sustaining environments by consuming foods*, Karl Michael-Brunner, Dept. of sociology, Vienna university of economics and business administration, Austria

Résumé: La nourriture, on le sait, ne revêt pas uniquement une valeur calorique. Cette présentation nous a permis de réaliser que la nourriture remplit des besoins et des rôles sociaux et culturels, en plus de remplir certaines fonctions psychologiques. Qu'est-ce que cela a à voir avec l'environnement ? Simplement qu'il faut tenir compte de ces valeurs et d'une quantité de facteurs reliés à ceux-ci si l'on souhaite changer les habitudes de consommation en vue de favoriser une consommation durable de nourriture. Les résultats de l'étude menée par M. Michael-Brunner font état de l'importance du sexe dans les choix de consommation, mais aussi des cycles de vie différents, où les gens ne consommeront pas de la même manière selon le point où ils en sont dans la vie... Cependant, l'environnement représente toujours une variable mineure dans ces choix. Dommage.

### **Session 6, 15h30-17h30**

*Trade, environment and development: the brazilian experience*, Luciana Togeiro de Almeida, Brazil, Mario Ferreira Presser, Brazil, Stela Luiza de Mattos Ansanelli, Brazil

Résumé: selon la présentatrice, Madame Togeiro de Almeida, l'expérience brésilienne de développement fait face à un phénomène de « sceau », qui verrouille le revenu per capita à moins de 3000\$ par personne. Au cours de la dernière période récente qui est marquée par la mondialisation des échanges commerciaux, le Brésil a connu une très faible croissance. L'« effet de composition » créé par ce développement économique global a eu pour conséquence de renforcer la situation commerciale polarisée sur des secteurs hautement compétitifs. Cependant, ces secteurs, s'ils véhiculent un fort potentiel à l'exportation, possèdent également un potentiel accru de pollution et de dégradation à grande échelle.

Peut-on quand même affirmer que l'« effet technologique » a eu des impacts positifs ? Les données se contredisent à ce propos, selon les auteurs. Ainsi, le secteur agricole, mené par l'industrie florissante du soya, est un exemple du grand

potentiel de pollution qu'offrent les exportations les plus performantes. D'un autre côté, le Brésil, peu développé, est mis à mal par le rehaussement des standards environnementaux à l'échelle mondiale dans certains domaines où son activité est plus fragile. Cette situation place le Brésil dans une position où il ne peut répondre efficacement à des demandes environnementales parfois peu justifiées de la part des pays importateurs, car la participation à cette dynamique entraîne des coûts élevés. Ainsi, le développement, qui se fait au détriment de l'environnement, est paralysé par des demandes environnementales qui proviennent de l'extérieur. La hausse des volumes de commerce ne permet ainsi pas la croissance d'un pays tel que le Brésil. Des politiques devront ainsi être recommandées au niveau international pour répondre à ce problème.

*Trade, foreign investment and the environment: a centre periphery analysis*, Carlos Eduardo Frickmann Young, Brazil

Résumé: Selon M. Young, l'institution d'intégration commerciale régionale MERCOSUL (qui vise à intégrer les économies du Brésil, de l'Argentine, du Paraguay et de l'Uruguay) ne dispose pas, dans sa structure, de mécanismes d'étude de la relation environnement-commerce. Ce fait récent est représentatif de la place de l'environnement dans le commerce sud-américain.

La mise au ban de l'environnement dans des contextes de ce genre nécessite une approche théorique, que M. Young fournit à l'aide de l'école structuraliste, avec la théorie de l'analyse Centre-Périphérie. Cette école théorique a eu, selon le présentateur, une forte influence sur les penseurs sud-américains. La diminution de la dépendance de la périphérie par rapport au centre, contre laquelle on a lutté en tentant de changer la méthode de production, (les politiques de substitutions des exportations qui ont assisté le passage du Brésil du café et du sucre aux avions Embraer) entraîne quand même quantité de problèmes environnementaux. De plus, l'industrie transformée reste en grande partie dépendante des ressources, ce qui impose une pression toujours plus grande sur l'environnement, sans grand changement avec la situation précédente. La conclusion de M. Young est que la mondialisation doit être intégrée dans des choses concrètes, des politiques et des réglementations réfléchies pour ne pas les mentionner.

*Economic integration and the environment in Mexico: lessons for the future trade agreements*, Kevin P. Gallagher, Global development and environment institute, Cabot center, Fletcher school of Law and Diplomacy, Tufts University, USA

Qu'en est-il du Mexique dans l'accroissement mondial de l'intégration économique et plus particulièrement, dans un traité tel que l'ALÉNA ? Par rapport à cette question, M. Gallagher pose certaines questions en début de présentation : À quel point assiste-t-on à la dégradation environnementale du Mexique ? Le développement du Mexique respecte-t-il la courbe de Kuznet ? Est-ce que le Mexique est devenu un havre de pollution ? D'emblée, M. Gallagher note que les transformations qu'a subi le Mexique sont majeures et traumatisantes.

En rapport avec la courbe de Kuznet, M. Gallagher offre quelques précisions qui nous ont particulièrement intéressées. Rappelons à nos lecteurs que la courbe de Kuznet est la représentation graphique de l'idée selon laquelle, en se développant, un pays voit son PNB par habitant grimper selon un certain taux (une courbe graphique), qui est suivi de près par l'accroissement des émissions polluantes liées à ce développement. L'idée maîtresse derrière la courbe de Kuznet est qu'à partir d'un certain niveau de PNB par habitant, les émissions se mettent à diminuer (ce qui fait un graphique en « cloche »), car à un certain niveau de richesse, un pays commence à investir dans la protection de l'environnement et dans la réduction des émissions polluantes. Le taux d'émissions polluantes, après avoir stagné, se met à décroître sous l'effet de ces investissements. Le niveau de richesse adéquat se situe autour d'un PNB par habitant de 3000-5000\$, selon la théorie de base. Selon M. Gallagher, il existe toutefois des problèmes majeurs avec l'utilisation de cette courbe dans son exemple mexicain:

1. Les preuves empiriques sont relativement faibles
2. Les dommages encourus par l'environnement avant d'atteindre le point tournant de la courbe pourraient être trop graves pour qu'on puisse revenir en arrière
3. L'utilisation de l'exemple d'un seul pays comme représentation de la situation mondiale est douteux

Selon M. Gallagher, il est impossible de concevoir la pollution comme un tout quand on étudie le rapport du développement avec l'environnement. En effet, chaque type de polluant semble vouloir suivre sa propre courbe : le taux d'émission des polluants au souffre est toujours en croissance au-delà de 5600\$ de PNB par habitant, et il faudrait consacrer 10% du PNB pour réparer les dégâts déjà causés par ce polluant. Par contre, le dioxyde de carbone semble vouloir diminuer d'intensité, ce qui pourrait être causé par le changement de structure industrielle (du pétrole aux manufactures).

Au travers tout cela, il reste qu'il n'y a aucune preuve que le Mexique soit devenu un havre de pollution. Malgré tout, la conclusion de M. Gallagher est que la politique environnementale du Mexique a été inadéquate, tel que montré par la diminution des dépenses en environnement et par le nombre réduit d'inspections environnementales dans les industries après le sommet de 1992, juste avant la mise sur pied de l'ALÉNA qui amenait son lot de préoccupation environnementales... Il faut donc retenir l'idée selon laquelle les théories et idéologies à la base du développement du commerce sont peut-être fausses et qu'il faudrait les réviser avant de passer à d'autres traités commerciaux toujours plus englobant.

*The environmental costs of agricultural trade liberalization: mexico-U.S. Maize under NAFTA*, Alejandro Nadal, Mexico, Timothy A. Wise, Global development and environment institute, Tufts University, USA

Résumé: la présentation de M. Wise s'est ouverte sur la présentation des inégalités inhérentes à la relation commerciale entre un géant tel que les États-Unis et un pays peu développé tel que le Mexique. Depuis 1994, la position commerciale du Mexique a changé par rapport aux États-Unis, alors que le premier est devenu le deuxième marché d'exportation des États-Unis. Selon M. Wise, on assiste dans ce cas à la « reverse technique effect », où le développement économique et technologique, plutôt que de réduire la pression sur l'environnement, cause toujours plus de torts. C'est, pour M. Wise, « the globalization of market failure ».

Ainsi, si la production de maïs mexicain est apparemment stable, son impact environnemental est en croissance, selon les indicateurs. De même, si l'on dénote une diminution du volume d'utilisation des pesticides, il appert que c'est la puissance de ces insecticides qui compense pour la baisse de volume, pour une pollution équivalente sinon plus grande. Cela ne veut pas nécessairement dire que le Mexique se trouve à prendre tous les mauvais coups du développement : les États-Unis ne sont pas à l'abri de catastrophes environnementales. De surcroît, ces derniers appuient leur secteur agricole par une aide financière incomparable qui se traduit par l'épuisement plus rapide des sources d'irrigation. On ne peut pas dire, dans ces cas, que le Nord est plus durable que le Sud dans ses pratiques, ce qui fait dire en conclusion à M. Wise qu'il est important de ne pas simplement isoler les impacts de l'ALÉNA de l'économie politique globale, car le contexte n'est pas uniquement régional.

## Mercredi, 14 juillet

### Session 7, 8h30-10h00

- Thème 14 : Industrial ecology

*Sustainable business practices : voluntary or mandatory ?, John A. Sorrentino, Dept. of economics and the center for sustainable communities, Temple University Ambler, USA*

Résumé : sponsorisée par la compagnie forestière Kruger, cette session portait moins sur l'écologie industrielle que sur le concept de responsabilité sociale des entreprises. M. Sorrentino est donc venu nous parler des pratiques durables des entreprises. En résistant le contexte à l'aide d'une présentation des développements institutionnels internationaux récents, M. Sorrentino a parlé du dernier sommet de Johannesburg comme d'un endroit où les « États-Unis », entre autres, « sont venus, mais en gardant un bras de distance ». Selon lui, ce sommet sur le développement durable aura permis à des théories telles celles de R. Solow, de faire comprendre au secteur industriel que le « corporate sustainability is an investable concept ». La prise en compte du développement durable par le secteur privé s'est traduite par l'apparition de normes, de certification, de pratiques de divulgation et de standards au niveau international, qui sont relayés selon l'attrait qu'ils offrent pour les compagnies. Par exemple, le Global reporting initiative (GRI) est un engagement pris par les compagnies à produire des rapports de développement durable. Le GRI regroupe plusieurs des avantages que recherchent les compagnies, dont le moindre n'est pas que la confiance avec les stakeholders se rattache en partie à l'adhésion à une telle pratique.

C'est à partir de telles considérations que M. Sorrentino nous a parlé de son indice d'évaluation de la durabilité d'une compagnie basé justement sur leur adhésion à cinq institutions d'engagements volontaires, soit l'EPA (pour 1 point dans l'indice), le CERES (pour 2 points), la certification ISO 14001 (pour 3 points), le Dow Jones social index (pour 4 points) et le GRI (pour 5 points, car l'auteur croit que c'est là un engagement plus exigeant que toutes les autres). À ce jeu, la compagnie Ford se classe au premier rang, suivi de Baxter, de GM, de Nike et de ITT industries. Mais, évidemment, qui peut croire que le nombre des engagements à être durable est représentatif des pratiques réelles d'une compagnie ?

En croisant ce premier classement avec le PROF, une mesure évolutive du « pouvoir d'achat » corporatif, l'auteur note qu'il n'est pas nécessairement rentable d'être durable selon cet indicateur. Puis, en croisant une deuxième fois le premier

classement avec un autre classement, celui de Solow, on remarque cette fois-ci que les champions du premier classement ne sont pas nécessairement sur la liste de Solow. Celui-ci, à partir d'indicateurs très différents et plus qualitatifs que ceux de Sorrentino, parvient à dire si une compagnie donnée est durable ou non. La comparaison de ces deux évaluations n'a malheureusement pas permis à M. Sorrentino d'émettre un pronostic strict concernant sa question de départ. Donc, à savoir si les pratiques de durabilité devaient être obligatoires ou volontaires, il a répondu un « definite it depends », car certaines compagnies, d'elles-mêmes, sans s'attacher à quelque norme volontaire que ce soit, arrivent à très bien faire dans le domaine de la durabilité. Il est particulièrement révélateur que l'exemple pris par M. Sorrentino ait été d'une petite chaîne de cafés appelée White Dog Café, qui semble être tout ce qu'il y a de plus vertueuse... mais ne se compare absolument en rien à Nike ou à GM.

*Indicators for sustainable energy development: a three-dimensional index*, Brynhildur Davidsdottir, Boston University, Center for energy and environmental studies, USA, Dan Basoli, Center for energy and environmental studies, Boston University

Madame Davidsdottir, venue présenter les recherches de M. Dan Basoli, nous a offert une courte présentation sur un modèle en trois dimensions qui permet de voir, au niveau de chaque pays, l'évolution de l'utilisation des ressources énergétiques de chacun. L'index est construit à partir de différentes variables tirées des données officielles de chaque pays dans leurs politiques énergétiques. Pour montrer le fonctionnement de l'index, on peut mentionner que plus un pays utilise de types d'énergie, mieux il est classé, car diversité = renouvelabilité dans ce modèle. La quantité utilisée, la pollution qui en résulte, la dépendance sur les importations sont autant de facteur qui font se situer les résultats à différents endroits sur le graphique en trois dimensions. Le temps étant incorporé au modèle, il est très intéressant de voir la progression de certains pays, alors que certains semblent être à un point stable et que d'autres semblent en perdition. Le modèle étant apparemment loin d'être parfait, il nous est tout de même apparu comme étant un très bon développement car il permet d'avoir une bonne idée de la situation en un clin d'œil. Ce sera intéressant de vérifier le destin de cet index, qui pourrait servir à d'autres domaines que celui de l'énergie.

### Session 8, 13h30-15h00

- Thème 33: Sustainable consumption in North America, Policy research and practice

to promote sustainable consumption in the North american context: where are we, where do we need to be, how are we going to get there?

*American consumption, national security, and signs of an international steady state revolution*, Brian Czech, Center for the advancement of the Steady state economy, USA

Résumé: cette présentation très enjouée ne nous a pas appris qu'il fallait penser à une alternative à l'idéologie destructrice de la croissance économique. Elle nous a appris, par contre, que cette alternative devrait être la « steady state economy », telle qu'adaptée par l'auteur lui-même, M. Brian Czech. L'avènement de la steady state economy devra passer par un type de révolution qui verra à éliminer la « classe liquidatrice », soit le 1% de personnes qui sont les plus grands consommateurs et qui élève le matérialisme au rang de divinité. Cette révolution ne sera pas pacifiste, elle sera plutôt « pacifiable », car la violence est déjà le lieu commun du modèle économique actuel. C'est en se servant d'exemples à petite échelle qu'on peut expliquer la prochaine révolution : la manière dont on s'est débarrassé des pires travers de l'industrie du tabac, où comment on lutte contre le travail infantile. Pour plus de détails, le site Internet de l'organisation en vaut la peine : [/www.steadystate.org/](http://www.steadystate.org/)

# Commerce équitable et approches libre-marché de développement 1: comparaison des impacts chez les petits producteurs de café tanzaniens

## Compte-rendu

Véronique Bisaillon

Étudiante-chercheure, Chaire Économie et Humanisme

Lors de la conférence de l'ISEE qui se tenait à Montréal du 11 au 14 juillet dernier, quelques conférenciers ont abordé la question du café. Le texte qui suit est un compte-rendu d'une conférence lors de laquelle les auteurs ont comparé le commerce équitable et les stratégies libre-marché de développement<sup>2</sup> quant à leurs impacts chez deux communautés de petits producteurs de café en Tanzanie. Selon les auteurs, ces stratégies poursuivent le même objectif, soit la réduction de la vulnérabilité des petits producteurs de café. Nous suggérons ici que cette prémissse est fausse, c'est-à-dire que les stratégies, même si elles reposent sur des fondements divergents. Les buts de l'étude étaient d'une part de déterminer les forces et faiblesses de chaque stratégie relativement au bien-être des producteurs et d'autre part, de déterminer si l'une se démarquait. Les principaux résultats de l'étude sont présentés ici suivis d'un commentaire général.

Le cadre d'analyse choisi est le « sustainable livelihoods framework »<sup>3</sup> que les auteurs ont divisé en sept dimensions : soit cinq formes de capital (financier, humain, social, physique, naturel) et deux dimensions institutionnelles (régulation et organisation). L'industrie du café en Tanzanie repose principalement sur des petits producteurs (500 000 ménages prennent part à cette activité) qui cultivent de petites parcelles (0,5 ha en moyenne). Le café est produit principalement pour l'exportation. La volatilité des prix du café sur les marchés et la diminution constante du prix rend la situation des producteurs tanzaniens difficile, comme c'est le cas pour la plupart des producteurs de café dans le monde. A l'échelle nationale, la détérioration de la qualité du café produit est préoccupante, d'autant plus que les premières étapes de transformation, assurées par les producteurs, sont déterminantes quant à la qualité du produit final.

La coopérative Kilimanjaro Native Cooperative Union qui est certifiée équitable constitue l'un des cas de cette étude (cas équitable). Rappelons que les critères de commerce équitable comprennent des critères obligatoires que la coopérative doit impérativement respecter et des critères de progrès que la coopérative doit intégrer dans ses pratiques progressivement. Les premiers concernent la gestion démocratique et participative, la non-

utilisation de certains pesticides notamment et les seconds concernent la planification, la circulation de l'information, la participation des membres, l'efficacité et l'adoption d'un système intégré de gestion des parasites. En retour, les organisations des pays importateurs de café doivent aussi s'engager auprès de leurs partenaires du Sud relativement au prix minimum et à la prime, à la possibilité d'offrir du préfinancement et à l'engagement à long terme. La coopérative Kilimanjaro Native Cooperative Union est la plus ancienne coopérative du pays qui est certifiée équitable depuis 1993. Sa production est de 1 837 T.M. de café en 2002-2003 dont 14 % était du café de spécialité.

L'association Kilimanjaro Specialty Coffee Growers (AKSCG), qui est assistée de l'organisation TechnoServe, constitue le second cas de cette étude comparative (cas TechnoServe). En 1998, TechnoServe, une organisation étasunienne de développement qui gère un programme de transfert technologique visant l'augmentation de la productivité, a commencé à travailler dans le secteur de café, dans le but de favoriser l'amélioration de la qualité de la production. Il s'agissait de permettre aux producteurs de s'organiser ensemble pour obtenir un volume suffisant qui leur permettrait de commercialiser plus directement leur café. L'association Kilimanjaro Specialty Coffee Growers est donc une organisation de marketing. À la différence des coopératives qui se donnent comme mission d'intégrer tous les membres potentiels, cette association se réserve le droit de sélectionner ses membres. L'association prend de l'expansion dans toutes les régions productrices de café de Tanzanie. En 2002-2003, sa production était de 870 T.M. dont 42% était du café de spécialité<sup>4</sup>.

En ce qui concerne la dimension du capital financier, les auteurs estiment que pour le cas équitable, quoique l'on retrouve une grande valeur ajoutée à l'échelle de l'organisation, les bénéfices financiers ne sont pas distribués de façon équitable entre les producteurs. Ceci survient notamment parce que les producteurs n'ont pas la garantie de vendre sur le marché équitable et parce que les paysans les plus éloignés, dont les récoltes sont plus tardives, étaient désavantagés, puisque les prix diminuent au fur et à mesure

que la saison avance. Pour l'association liée à TechnoServe, on remarque que l'impact financier est moins grand à l'échelle de l'organisation mais plus grand à l'échelle du producteur, parce que le café de spécialité et le café non de spécialité sont vendus à des prix différents. La stratégie de TechnoServe est donc de favoriser l'amélioration de la qualité de la production.

La dimension du capital humain concerne les compétences, habiletés et connaissances acquises. Pour le cas équitable comme pour le cas TechnoServe, à l'échelle de l'organisation, les auteurs trouvent qu'il y a un impact très positif. Dans le premier cas, on cherche à développer une expertise quant à l'exportation, dans le second, les avancés concernent plutôt les compétences en gestion. À l'échelle du producteur pour le cas équitable, il semble par contre que les efforts visant à développer des compétences en gestion d'une production agricole étaient peu fructueux parce que non adaptés aux contraintes locales. Pour le cas TechnoServe, les chercheurs estiment qu'il y a un impact significatif à l'échelle des producteurs en raison d'un programme plus adapté.

Du point de vue des infrastructures, TechnoServe se concentrait à réinvestir dans le secteur du café, alors que le commerce équitable cherche à développer des projets relatifs au secteur du café mais aussi des projets qui profiteront plus largement à la communauté.

En ce qui concerne le capital social, du cas équitable se dégage une tendance à favoriser le réseautage de la coopérative et des producteurs à l'industrie du café en général. Il en découle aussi une plus grande visibilité des produits Tanzaniens par les pays consommateurs, une solidarité entre producteurs, une relation à long terme entre partenaires du Nord et du Sud ainsi qu'un accès à l'information relativement aux marchés. Pour le cas TechnoServe, les bénéfices sociaux concernaient plutôt le réseautage avec des acteurs locaux (banques, acheteurs locaux), et le réseautage avec les acteurs du marché global était plus limité.

Les cas équitable et TechnoServe trouvent leur principal point de rupture quant à la dimension du capital naturel. Alors que du côté équitable on réduit l'utilisation d'intrants chimiques valorisant voire rehaussant le capital naturel, du côté de TechnoServe, on ne cherche pas à augmenter le capital naturel. Au contraire, ce cas s'inscrit dans une stratégie de production à haut rendement qui exige plus d'intrants.

Enfin, pour les dimensions institutionnelles, les auteurs ont trouvé que, du côté du cas équitable, le succès de la forme coopérative et du critère de

commerce direct avait un impact indirect sur la régulation à l'échelle de cette industrie. Le cas TechnoServe avait aussi un certain impact sur la régulation à l'échelle de l'industrie en raison de ses aptitudes à accéder à certaines institutions clés au bénéfice des producteurs. Aussi, du cas équitable, l'organisation bénéficie de l'établissement progressif de mécanismes visant une plus grande transparence, une meilleure circulation de l'information et une plus grande imputabilité. Du côté de TechnoServe, les auteurs soulèvent aussi l'indépendance politique de l'organisation et une participation active des membres.

Les auteurs concluent que ces deux approches (certification équitable et stratégies libre-marché de développement) sont souvent présentées comme contradictoires, aboutissant toujours à la question cherchant à savoir laquelle des deux est la meilleure pour le développement des petits producteurs. Les auteurs avancent pour leur part que chaque stratégie est adaptée à des conditions de marché spécifiques et que les approches doivent ainsi être considérées comme complémentaires.

Réduire les spécificités de chaque stratégies à des « conditions de marché » s'inscrit selon moi dans la vision « croissance économique » du développement qui prévaut trop souvent, approche où l'on confond fin et moyen. Ainsi, alors que les auteurs s'intéressent au développement durable, si l'on en juge par la définition de sept dimensions sur lesquelles est basée leur analyse, je suis préoccupée par le fait qu'ils ne se soient pas attardés à hiérarchiser les dimensions en question. On note d'abord à cet effet que si les deux stratégies s'intéressent à améliorer la qualité de vie des petits producteurs, on peut se questionner sur le profil des producteurs en question impliqués dans chaque stratégie. Ceci puisque les auteurs eux-mêmes mentionnent que dans le cas de l'association chapeautée par TechnoServe, on effectue une sélection des membres. Ne pourrait-on pas croire que cette sélection pourrait favoriser l'apparition d'une classe de petits producteurs parmi les plus marginalisés, ceux-là même que cette association proclame aider d'une part, mais qu'elle rejette d'autre part? Ensuite, quant à la dimension du capital naturel, j'estime qu'il aurait été essentiel de s'attarder aux effets à long terme de cette utilisation massive d'intrants chimiques qui s'inscrit clairement dans la stratégie d'augmentation de la productivité de TechnoServe. Enfin, de façon plus fondamentale encore, il est essentiel de bien distinguer les deux approches, quant à leurs motivations profondes, ce que se gardent de faire les auteurs en prétendant que les deux stratégies poursuivent un objectif commun de réduction de la vulnérabilité des pe-

tits producteurs de café. Si ceci est le seul objectif de TechnoServe, il ne faudrait pas oublier que le mouvement équitable vise aussi à transformer les règles du commerce international, ce que mettent peu en lumière les auteurs. Quoique l'on puisse critiquer le mouvement quant à sa capacité à réellement atteindre ce dernier objectif et quant aux moyens qu'il utilise pour l'atteindre, notons que les auteurs ont relevé un impact positif de la certification équitable sur la régulation de l'industrie du café dans la dimension institutionnelle de leur analyse, impact qu'ils n'ont toutefois pas relié aux différences fondamentales qui caractérisent ces stratégies.

<sup>1</sup> Traduction libre de *Free market development strategies*

<sup>2</sup> Cet article est basé sur une communication qui a été faite dans le cadre de l'ISSE 2004 qui se tenait à Montréal du 11 au 14 juillet dernier. Le titre original de la conférence est : The Sustainable Coffee Question: Comparing the Impacts of Certification versus Free Market Development Strategies on Tanzanian Smallholder Coffee Production, par Parrish, Bradley D., Luzadis, Valerie A. et Bentley, William R., SUNY College of Environmental Science and Forestry, USA.

<sup>3</sup> Pour plus de détails sur cette approche Voir Scoones I. 1998. *Sustainable Rural Livelihoods: A Framework for Analysis*, Working Paper No.72. Institute of Development Studies: Sussex. Department for International Development (DFID). 1999. *Sustainable Livelihoods Guidance Sheets*. DFID: London.

<sup>4</sup> On parle de café de spécialité pour distinguer le café plus raffiné, vendu dans les boutiques spécialisées, du café que l'on pourrait qualifier de masse, vendu en canne et déjà moulu ou soluble.

# Babillard

**6th Annual National Sustainable Campuses Conference**  
September 30th to October 3rd  
University of Manitoba, Winnipeg

**REGISTRATION DEADLINE IS SEPTEMBER 18, 2004**  
[conference@syc-cjs.org](mailto:conference@syc-cjs.org)

## APPEL DE COMMUNICATIONS

Dans le cadre des actions du réseau de chercheurs en droit de l'environnement, **l'Agence universitaire de la Francophonie** lance un appel à collaborations pour des actions de recherche en réseau. Cet appel s'adresse aux chercheurs, aux équipes ou aux départements universitaires de recherche travaillant sur le **droit de l'environnement**.

[www.auf.org](http://www.auf.org)

## CALL FOR PAPERS

**Rural Studies Conference**  
November 5, 2004  
University of Guelph

Deadline for submissions:  
September 15, 2004.

[www.uoguelph.ca/~rsconf/](http://www.uoguelph.ca/~rsconf/)

## International Conference on Education for a Sustainable Future

**18- 20 January, 2005, CEE, Ahmedabad, India**

[www.ceeindia.org/esf](http://www.ceeindia.org/esf)

## 4e Colloque National Éolien

**9 au 11 décembre 2004**

**Nouvelle dynamique, nouveaux acteurs : La France face aux enjeux de l'éolien**

[www.ademe.fr](http://www.ademe.fr)  
[www.suivi-eolien.com](http://www.suivi-eolien.com)  
[patrice.grouzard@ademe.fr](mailto:patrice.grouzard@ademe.fr)

## Calendrier des événements

### Colloque

*Innovation et transformation sociale*

Colloque du CRISES

11 et 12 novembre 2004

Université du Québec à Montréal

Renseignements: [www.unites.uqam.ca/crises](http://www.unites.uqam.ca/crises)

### Congrès

*La GRH mesurée!*

Congrès annuel de l'Association francophone en gestion des ressources humaines (AGRH)

1<sup>er</sup> au 4 septembre 2004

Université du Québec à Montréal

Renseignements: [agrh2004-esg@uqam.ca](mailto:agrh2004-esg@uqam.ca)

2e Congrès mondial *Ensemble contre la peine de mort*

6 au 9 octobre 2004

Palais des congrès, Montréal

Renseignements: [www.montreal2004.org](http://www.montreal2004.org)

### Journée d'étude

*L'éthique et l'économique*

Organisée par l'Université Paris 1 Panthéon Sorbonne; Matisse UMR CNRS 8595

10 Décembre 2004

Maison des sciences économiques, Paris



la chaire  
**économie et**  
**humanisme**



École des sciences de la gestion  
Université du Québec à Montréal  
Case postale 6192  
Succursale Centre-Ville  
Montréal (Québec) H3C 4R2

Téléphone : 514.987.3000  
poste 6972#

Télécopieur : 514.987.3372

Courriel: ceh@uqam.ca

---

**Visitez notre site Internet**

[www.ceh.uqam.ca](http://www.ceh.uqam.ca)

**Inscrivez-vous à notre liste d'envoi électronique**

[ceh@uqam.ca](mailto:ceh@uqam.ca)

---

**Bulletin de la Chaire Économie et Humanisme**

Rédacteur en chef : Patrick Laprise

Graphisme : Jenny Desrochers

Collaborateurs : Véronique Bisaillon, Patrick Laprise, Julie Maurais

Le bulletin est publié une fois par mois par la Chaire Économie et Humanisme.  
Pour soumettre un article, prière de consulter le site web [www.ceh.uqam.ca](http://www.ceh.uqam.ca).